## Trésor: 140,6 milliards de dirhams de recettes générées à fin juin

L'atténuation du déficit budgétaire est loin d'être envisageable. En dépit de la hausse extraordinaire des recettes du Trésor, l'écart continue de se creuser d'un mois à l'autre. A fin juin, le déficit budgétaire est estimé à 16,5 milliards DH en aggravation de près de 5 milliards DH par rapport à la même période de l'année précédente. C'est ce que l'on peut dégager du bulletin des finances publiques de la Trésorerie générale du Royaume (TGR).

Le mois de juin a été marqué par une croissance à deux chiffres des recettes ordinaires. Ces dernières ont basculé d'une baisse de 0,1% à une amélioration de 20,5% atteignant à fin juin les 140,6 milliards DH. «Cette évolution spectaculaire tient compte du changement de support budgétaire entre le compte d'affectation spéciale «Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe» et le budget général pour un montant de 24 milliards DH et ce sans le moindre impact sur le solde budgétaire», apprend-on de la Trésorerie générale du Rouaume. Les recettes non fiscales ont dans ce sens connu un pic de l'ordre de 251,4%, soit une valeur de 31,9 milliards DH contre 9,1 milliards DH générés à la même période de l'année précédente. «Cette progression résulte des versements des comptes spéciaux du Trésor au profit du budget ainsi que de la hausse de la redevance gazoduc, conjuguée à la diminution des recettes de monopole et des fonds de concours», peuton lire du bilan de la TGR.

Les droits de douanes se sont également consolidés à fin juin. On relève dans ce sens une hausse de 17,1%, soit des recettes de l'ordre de 5,1 milliards DH. Les recettes des impôts indirects ont affiché une appréciation de l'ordre de 5,6% au moment, les impôts directs ont accusé une baisse de 3,7%. Il en est de même pour les recettes des



droits d'enregistrement et de timbre ayant fléchi à fin juin de 2%. La structure des recettes du budget général reste dominée par la Taxe de la valeur ajoutée. Cette dernière, représentant 23% de la structure globale des recettes, s'est établie à fin juin autour de 32,35 milliards DH en hausse de 6,2% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les recettes liées aux impôts sur les sociétés détiennent une part de l'ordre de 18,5% avec une valeur dépassant les 26 milliards DH en baisse de 10,6%. En revanche, les recettes des impôts sur le revenu se sont améliorées de 5,1% à fin juin atteignant un montant d'environ 21,6 milliards DH et une part de 15,4% dans la structure globale des recettes du budget général générées à fin juin 2018. S'agissant des dépenses émises, elles semblent baisser de 1,2% au sixième mois de l'année. Cette baisse conjuguée à la hausse des recettes

ordinaires laisse dégager un solde positif de 30,3 milliards DH. S'agissant des engagements de dépenses, la TGR fait ressortir un taux global de 54% en hausse de deux points par rapport à ce qui a été observé une année plutôt. Ces engagements, comprenant les dépenses non soumises au visa préalable d'engagement, représentent un montant de 275.8 milliards DH.

Par ailleurs, le taux d'émission sur engagements s'est établi au sixième mois de l'année autour de 80% contre 78% enregistré à la même période de l'année passée. Les dépenses du budget général se sont chiffrées à fin juin à 158,1 milliards DH en repli de 2,9%. Cette baisse s'explique par le recul de 19,4% des charges de la dette budgétisée au moment où les dépenses de fonctionnement et d'investissement ont grimpé respectivement de 1,4 et 6% à fin juin. Les dépenses d'investissements émises sont estimées à

31,2 milliards DH en consolidation de 1,8 milliard DH par rapport à ce qui a été dépensé l'année précédente. Cette appréciation résulte de la hausse de 7,5% des dépenses des ministères et de 4% des charges communes.

La TGR indique dans ce sens que «les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 11,1 milliards DH contre 10,8 milliards DH à fin juin 2017». Notons que le Trésor a eu recours au mois de juin au financement intérieur pour un montant de 26,8 milliards DH contre un recours de 21,4 milliards DH l'année précédente. Le financement extérieur a été pour sa part négatif à 3,7 milliards DH.

L'encours de la dette intérieure s'est situé pour sa part autour de 536,4 milliards DH en hausse de 3,2% par rapport au niveau atteint à fin décembre 2017.